Notes pour YALI

Système éducatif

*Source : http://www.fes-madagascar.org/media/publications/Policy\_paper\_2012/Policy\_Paper\_Education\_a\_imprimer.pdf*

Par système éducatif, on entend l’ensemble des éléments mis en place par toute autorité sociale pour assurer l’éducation, l’enseignement et la formation de sa population ainsi que le mode d’organisation et les méthodes usités à cette fin.

1. **Les déterminants d’exclusion dans le système éducatif malgache**

Plusieurs déterminants dans le système éducatif malgache favorisent le non-respect du principe d’égalité des chances à l’éducation, ce sacro-saint principe tant scandé par les autorités dans nombre de leurs réglementations, que ce soit dans l’accès à l’éducation ou la fréquentation des établissements d’enseignement :

* La non gratuité des frais scolaires
  + même si l’Etat prône une politique de gratuité de l'éducation primaire, dans la pratique, il existe des frais informels qui incombent aux familles.
* L’écart de niveau scolaire
  + grande différence de niveau scolaire entre les établissements d’enseignement public et ceux d’enseignement privé.
  + majorité des établissements privés sont concentrés dans les grandes villes : écarts de niveau scolaire inter et intra régionaux.
  + **le recours aux outils informatisés et l’accès à internet marquent une différence très perceptible** dans la mesure où les élèves, étudiants et enseignants dans les grandes agglomérations sont mieux servis en termes de documentations.
* Les inégalités de scolarisation
* Le flou sur l’avantage de l’éducation
  + L’incompréhension de la population de l’objectif primordial de l’éducation empêche l’effectivité de la politique d’enseignement de l’Etat.
  + Le manque de sensibilisation des communautés par rapport à la nécessité de l’école et de l’éducation en général influence la déperdition scolaire, surtout en zone rurale.
  + En effet, le rôle incontournable de l’éducation comme moteur de « développement de tout l’homme et de tout homme» serait reconnu par toutes les communautés si et seulement si l’Etat savait les convaincre que « l’éducation est un instrument de réduction de la pauvreté, de prévention des obstacles au développement, d’autonomisation de la personne humaine, de culture de la non-violence et de planification des actions pour un développement intégral, humain et durable».

1. **Les problèmes de ressources humaines et matériels**

Le budget alloué à l’éducation a toujours était très faible à Madagascar et toujours en deçà du minimum requis pour atteindre l’objectif d’une scolarisation universelle.

* Les problèmes liés aux enseignants
  + problèmes liés à la qualification des enseignants et aux conditions d'encadrement, au sous-effectif, à la dévalorisation du métier d’enseignant, au manque de matériels pédagogique, …
  + Le manque de compétence du personnel enseignant, en termes de lacune en pédagogie s’illustre dans le système éducatif malgache surtout dans le domaine de l’éducation de base.
  + En effet, la mise en place d’une politique d’éducation de proximité nécessite plus de recrutement d’enseignants et donc, plus de formation à leur dispenser, **plus de ressources à mobiliser.**
  + Aussi, les plans de formation systématique et cyclique des enseignants sont également quasi inexistants. Et ce problème est le même pour le secteur public comme pour le secteur privé. Ce sont pourtant ces sessions de renforcement de capacité qui peuvent garantir au personnel enseignant et d’encadrement scolaire une actualisation de leurs acquis et une imprégnation des nouvelles méthodes de soutien et d’accompagnement pédagogique de leurs élèves.
  + Il sied de noter aussi que la dotation en matériels pédagogiques (fournitures didactiques, livres...) au service du corps enseignant est rarissime à Madagascar, si ce n’est l’œuvre des organisations non gouvernementales ou des institutions spécialisées des Nations Unies.
  + **L’absence de culture technologique** permettant d’initier des recherches n’arrange pas les choses du fait de la barrière technologique qui est encore une réalité indéniable dans plusieurs régions de Madagascar. Et d’ailleurs, si accès à ces outils il y avait, **chaque enseignant aurait-il et l’initiative, et les moyens d’en bénéficier?**
* Le manque d'infrastructures
  + Sur un territoire aussi vaste que Madagascar, et avec une population répartie dans des coins reculés de l’île, le problème d’infrastructures est toujours permanent : manque d’infrastructures scolaires (salle de classes, tables, bancs, latrines...) et de matériels d’enseignement les plus élémentaires (exemples : tableau noir), difficultés d’accès aux ressources d’information (livres, revues, articles,…) …
  + Habituel adage malgache « on fait avec ce qu’on a », qui ne garantit pas du tout une éducation de qualité.

1. **Les faiblesses des programmes d’éducation**

C’est non seulement un écart important de niveau qui est remarqué actuellement mais également l’inexistence d’une véritable culture citoyenne à l’échelle nationale. Ci-après les points principaux relevés comme failles des programmes scolaires malgaches.

* Les failles dans la transmission des valeurs sociétales
  + A l’image de la France, de qui Madagascar a grossièrement imité son système éducatif, les élèves malgaches sont-ils, par l’école, initiés aux valeurs primordiales universelles, ni même à celles de leurs pays ? Y apprend-on les notions de liberté, d’égalité, de fraternité, de droits de l’homme, ou de famille (havana), de société (fiaraha-monina), de patrie (tanindrazana), de sagesse (fahendrena)?
  + inexistence de la transmission des valeurs fondamentales à l’école qui constitue une vraie plaie dans le comportement quotidien des Malgaches d’aujourd’hui. L’enseignement à Madagascar a cessé, sinon n’a jamais joué son rôle de transmission des valeurs morales. Après la suppression, en 1986, du service national militaire et civique, aucun autre moyen de formation formel ne permet d’inculquer à la population les notions de citoyenneté, de responsabilité, d’engagement.
* La pauvreté de l’enseignement
  + En sport ou en art, les élèves malgaches dotés de talent ne pourront presque jamais espérer évoluer dans le professionnalisme en ces domaines si ce n’est par l’obtention de formations ou stages effectués à l’étranger.
* L’inadéquation du contenu du programme scolaire avec les réalités sociales
  + la première crise politique malgache a éclaté par la grève générale initiée par des lycéens et des universitaires en 1972, du fait de cette insatisfaction populaire des politiques mises en œuvre par l’Etat.
  + L’exemple le plus flagrant en est l’enseignement technique et professionnel à Madagascar qui est très limité et qui ne correspondent pas toujours aux réalités spécifiques des diverses régions. D’ailleurs, ces enseignements sont rarement dispensés dans les zones rurales où l’application des acquis de ces formations est la plus nécessaire. De plus, peu de personnes formés auprès de ces établissements reviennent dans leur région d’origine pour y travailler, mais essaient plutôt de tenter leur chance dans les villes.
  + Il s’agit en fait de problèmes d’identification des besoins locaux. Or les populations sont « capables d’identifier les priorités (santé et alphabétisation notamment) et de proposer des initiatives locales susceptibles de renforcer les politiques nationales ».